

*Approvisionnement d'énergie—Loi*

il faut voir les choses telles qu'elles sont, et apporter les seuls remèdes appropriés.

Monsieur le président, il existe certainement divers moyens d'éliminer le gaspillage dans le domaine énergétique, afin de déterminer les moyens à prendre pour pouvoir vivre dans un minimum de confort. A mon avis, tous ces problèmes proviennent toujours d'une politique de base qui manque de réalisme, qui n'a rien en commun avec une économie naturelle, qui puisse réellement faire profiter tous les consommateurs canadiens de tout le potentiel du pays. Nous avons là une excellente occasion de démontrer que seule une administration qui s'inspirerait de la politique économique que nous préconisons pourrait empêcher ces crises de se produire.

Et l'on aura beau encore une fois soutenir qu'il s'agit toujours de notre même marotte, monsieur le président, je répondrai que parler de crise lorsque nous avons un potentiel de richesses naturelles comme le nôtre, alors que nous sommes assis sur ces richesses, que nous les retrouvons partout, cela est scandaleux. Sous un régime qui appliquerait les principes du Crédit social, monsieur le président, une telle situation ne pourrait pas exister, puisque chaque jour nous disposerions de l'inventaire courant de nos possibilités, de nos capacités. Nous saurions exactement où nous en sommes dans tel ou tel domaine, où sont nos possibilités hydro-électriques et pétrolières, quelles sont la qualité et la quantité de nos ressources énergétiques, ce qui nous assurerait la stabilité. Il ne s'agirait jamais de crise, puisque, dans un système basé matériellement sur nos possibilités physiques réelles, il ne peut y en avoir.

Dans le système actuel, tout est basé exclusivement sur les profits, plutôt que sur des besoins. On se demande pourquoi on n'a pas encore commencé à exploiter les sables bitumineux de l'Ouest canadien, monsieur le président. C'est scandaleux. Nous ne devons pas nous le demander. On ne les exploite pas parce que cela coûterait trop cher. On doit se demander: Avons-nous besoin de cela? Si nous avons besoin de cela, nous n'avons qu'à émettre les crédits nécessaires pour l'exploiter. Cela devient par conséquent une politique humaine. On a des besoins, on a la possibilité physique de satisfaire à ces besoins. Alors, on n'a qu'à agir! C'est aussi simple que cela! Et l'honorable ministre, le très honorable premier ministre et tout le reste du gouvernement ne peuvent jamais contredire une telle affirmation. Nous disons, monsieur le président, que nos propositions sont mathématiques, sont scientifiques, et nous voudrions bien que quelqu'un tente de les contredire, et non pas de les ridiculiser, car cela est trop facile, puisqu'on résume habituellement tous les arguments contraires à notre politique par la «machine à piastres». On est bien loin de la «machine à piastres», on parle de pétrole et d'énergie en général.

Monsieur le président, nous l'avons cette énergie-là. Nous sommes trop «sans dessein» pour l'exploiter. Nous attendons des capitaux et des investissements. Combien de fois ai-je répété ici même à la Chambre, comment il était stupide de se baser sur les investissements, sur les capitaux étrangers, et encore plus, sur les produits étrangers? On voit ce que cela amène! Et notre pays base encore sa politique sur le commerce, et exclusivement sur le commerce extérieur! On a la preuve qu'on fait fausse route. Lorsqu'on s'aliène les producteurs étrangers de pétrole, on voit que lorsqu'ils ne fonctionnent pas, nous ne fonctionnons pas non plus.

Si l'on a une économie basée sur notre potentiel et sur nos propres besoins, et si nous développons notre potentiel physique selon nos besoins, on n'aura jamais à faire appel

[M. Matte.]

aux pays arabes ou au Venezuela. Et Dieu sait que dans l'immense majorité des domaines qui fournissent les besoins aux consommateurs, le Canada est un pays totalement indépendant. Nous serions toujours prêts, monsieur le président, à aller marchander avec les autres pays pour obtenir des citrons, des bananes, des poires des oranges et des pamplemousses, puisqu'il n'y a que cela qui manque au Canada.

Par conséquent, il est toujours ridicule qu'un pays capable de se suffire à lui-même, de produire tout ce dont il a besoin, qui n'est pas très peuplé, qui contient des réserves presque infinies, ne soit pas capable d'établir de politique cohérente, de politique stable. Cela est inadmissible. Et le gouvernement a beau se défendre en disant qu'il agit aussi bien que les autres, et que les autres ne feraient pas mieux que lui, lorsque des propositions aussi claires, aussi nettes, aussi mathématiques et aussi scientifiques, sont proposées, il ne peut faire autrement que les accepter.

Nous comprenons que le gouvernement ne veut pas accepter cela. Cela semblerait déplaire à ceux qui ont le contrôle réel du pays, soit la haute finance. Il n'est pas prêt à accepter de mettre en application ces réformes-là. Si cela se produisait, nous verrions véritablement le développement et les progrès du pays uniquement grâce à la force de notre crédit réel et non pas grâce au bon vouloir des investisseurs étrangers. Évidemment, cela ne plaît pas à ceux qui tiennent les cordons de la bourse, mais c'est tout de même ce qui existe.

Monsieur le président, pour conclure, je pense que par le bill C-236, on pourra peut-être améliorer la situation. On aura beau prévoir divers moyens d'importation, si personne ne veut nous envoyer de pétrole, on aura l'air «niaiseux». Ce n'est pas la solution du problème. On explique par ce projet de loi qu'on va tout régler, comme si la production et les produits dépendaient des articles d'une loi.

Je ne le souhaite pas, mais je ne pense pas, malgré les bonnes intentions contenues dans ce bill, qu'on puisse réellement régler quelque chose. Les solutions réelles devraient être appliquées à la base, pour rendre chez nous financièrement possible ce qui est physiquement réalisable.

• (1720)

[Traduction]

**M. Gus Mitges (Grey-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, à mon avis, le bill C-236, la loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie, sous la forme où il nous est proposé et de la façon dont il est rédigé, ne représente qu'une mesure rétrograde supplémentaire que prend le gouvernement libéral pour priver les Canadiens des principes démocratiques d'un gouvernement représentatif, principes que notre gouvernement a continuellement et progressivement amoindris pendant ses années de pouvoir. Si on ne l'empêche au plus vite d'agir ainsi, les Canadiens subiront bientôt un gouvernement qui sera aussi totalitaire en principe que c'est le cas dans certains pays malheureux du monde.

Les immigrants comme moi-même, qui sont venus au Canada d'un pays où un gouvernement démocratique est maudit, sont venus non seulement pour connaître un amélioration d'ordre économique mais, ce qui est plus important, pour retrouver des libertés personnelles et civiques perdues et pour respirer à nouveau un air de liberté. Mes phrases ne suffiraient pas à décrire les émotions et les sentiments qu'éprouvent ces gens à ne plus être guidés dans leur vie de tous les jours par des nègres bureaucratiques et dictatoriaux—il n'y a pas d'autre nom pour les